

08 B 2929

# STATUTS

## SARL

### LA TENTATION DES GOURMETS

Enregistré à : SERVICE IMPOTS ENTREPRISES 14E MONTPARNASSE  
 Ext 3065  
 Le 12/12/2007 Bوردعائو n°2007/557 Case n°14  
 Pénalités :  
 Enregistrement : Exonéré  
 Total liquidé : zéro euro  
 Montant reçu : zéro euro  
 L'Agent

*Stéphane Hernald  
 Agent des Impôts*

#### LES SOUSSIGNÉS :

**Monsieur BADICHE Mohamed**

Né le 31 Décembre 1956 à TAZA (Maroc)

De nationalité française

Demeurant à Paris (75015) 1, avenue Porte de Brancion Hall 6 -1

Célibataire.

Titulaire d'une carte nationale d'identité n° : 020175000037 délivrée par la Préfecture de Police de Paris le 02 Janvier 2002 et valable jusqu'au 1<sup>er</sup> Janvier 2012.

**Monsieur SALMI Azzouz**

Né le 27 Octobre 1959 à TAZA (Maroc)

De nationalité marocaine

Demeurant à Paris (75014) 2 Square Auguste Renoir

Marié sous le régime du droit musulman qui correspond à la séparation de biens avec Madame Khadija LAROUCSI le 30 Août 1998.

Titulaire d'une carte de séjour n° : F001284689 délivrée par la Préfecture de Police de Paris le 14 Octobre 2004 et valable jusqu'au 13 Octobre 2014.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

Greffe du Tribunal de  
 Commerce de Paris  
 I M R

05 FEV. 2008

*Logo*

N° DE DÉPOT

*BM*

*SA*

## CHAPITRE I

### FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

#### Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

#### Article 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- L'acquisition et l'exploitation de tous fonds de commerce de RESTAURANT, BRASSERIE, CAFE-VINS-LIQUEURES, PLAT A EMPORTER :

- L'acquisition, l'exploitation, la création et la cession de tous commerces de même nature et la participation directe ou indirecte dans toutes les opérations susceptibles de favoriser le développement des affaires sociales sous quelques formes que ce soit, création de sociétés nouvelles, apport, souscription ou achat de titre et droits sociaux, et notamment d'un fonds de commerce de RESTAURANT, PLAT A EMPORTER sis au siège social.

- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

#### Article 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale :

**« LA TENTATION DES GOURMETS »**

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société A Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social, ainsi que le N° de Registre du Commerce et des Sociétés.

#### Article 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

**26, Rue Edouard Jacques 75014 Paris**

BM

SA

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

#### **Article 5 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1<sup>er</sup> JANVIER et se termine au 31 DECEMBRE de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2008.

#### **Article 6 - DURÉE**

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) ANS à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

## **CHAPITRE II**

### **APPORTS - CAPITAL SOCIAL**

#### **Article 7 - APPORTS**

##### **APPORTS EN NUMERAIRE :**

Les associés apportent à la société la somme de SIX MILLE EUROS (6.000,00€).

Sur ces apports en numéraire :

- Monsieur Mohamed BADICHE apporte la somme de TROIS MILLE EUROS (3.000,00 €),

-Monsieur Azzouz SALMI apporte la somme de TROIS MILLE EUROS (3.000,00€),

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de 6.000,00 €, a été déposée au crédit du compte n° ..... ouvert au nom de la société en formation auprès de : .....

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

BM

SA

## RÉCAPITULATION DES APPORTS CONOURANT A LA FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

- Apports en numéraire de Monsieur Mohamed BADICHE	3.000,00 €
- Apports en numéraire de Monsieur Azzouz SALMI	3.000,00 €
Total des apports formant le capital social de 6.000,00 €.	

### ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SIX MILLE EUROS (6.000,00 €).

Il est divisé en SIX CENT(600) parts sociales de DIX (10) euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- à Monsieur Mohamed BADICHE, 600 parts numérotées de 1 à 300,
- à Monsieur Azzouz SALMI, 600 parts numérotées de 301 à 600.

Total des parts formant le capital social de 600 parts.

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus- indiquée.

## CHAPITRE III

### PARTS SOCIALES - CESSIION DE PARTS

#### Article 9 - Droits et obligations attaches aux parts sociales

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

#### Article 10 - Forme des cessions de parts

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

### **Article 11 - AGRÉMENT des tiers**

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers (en ce compris le conjoint, les ascendant ou les descendants) autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

### **Article 12 - DÉCÈS d'un associé**

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

### **Article 13 - Réunion de toutes les parts en une seule main**

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

## **CHAPITRE IV**

### **GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ**

#### **Article 14 - GÉRANCE**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi (s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas D'EURL,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.



## **Article 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE**

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

## **Article 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3.100.000,00 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1.550.000,00 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

Les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

BM

SA

## CHAPITRE V

### CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

#### **Article 17 - Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée**

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

#### **Article 18 - Conventions interdites**

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **Article 19 - Comptes courants d'associés**

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

BM

ST

## CHAPITRE VI

### DÉCISIONS COLLECTIVES

#### Article 20 - Décisions collectives

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

#### Article 21 - Participation des associés aux décisions

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

#### Article 22 - Approbation des comptes

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

#### Article 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES



Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

#### **Article 24 - décisions collectives extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

#### **Article 25 - Consultations écrites - DÉCISIONS PAR ACTE**

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, est adressé aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

BM

ST

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

## CHAPITRE VII

### AFFECTATION DES RÉSULTATS

#### Article 26 - Affectation des résultats

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

BM

MA

## CHAPITRE VIII

### TRANSFORMATION - DISSOLUTION

#### **Article 27 - Transformation**

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

#### **Article 28 - Dissolution**

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

#### **Article 29 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

#### **Article 30 - Contestations**

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.



## CHAPITRE IX

### JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

#### Article 31 - Jouissance de la personnalité morale

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

#### Article 32 - Pouvoirs

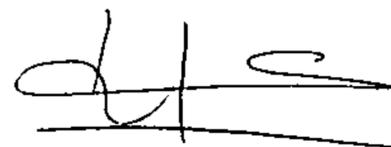
Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à Paris, sur douze pages.

Le 04 décembre 2007

En quatre exemplaires originaux

Monsieur Mohamed BADICHE	Monsieur Azzouz SALMI
--------------------------	-----------------------





**PERNETY**

82 RUE RAYMOND LOSSERAND 75014 PARIS

☎ 0820010929 ☎ 0158142444

CREATION DE S.A.R.L.

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La BANQUE CIC PARIS , PERNETY 82 RUE RAYMOND LOSSERAND, 75014 PARIS déclare et atteste avoir reçu la somme de EUR. 6 000,00.

Mr SALMI Azzouz , gérant de la société SARL LA TENTATION DES GOURMETS, S.A.R.L. actuellement en cours de formation dont le siège social se situe 26 rue Edouard Jacques 75014 Paris, déclare, sous sa seule responsabilité, que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital correspondant aux apports en numéraire.

Associé : Mr SALMI Azzouz 2 Square Auguste Renoir 75014 PARIS  
Nombre de parts : 300 Montant versé : EUR. 3 000,00

Associé : Mr BADICHE Mohamed 1 Avenue de la Porte de BRANCION 75015 PARIS  
Nombre de parts : 300 Montant versé : EUR.3 000,00

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial n° 30066 10929 00010229201 56 jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. A défaut de ce certificat, elle pourra être débloquée, conformément à l'article L223-8 du Code de commerce :

- soit entre les mains du mandataire qui sera désigné par l'ensemble des associés
- soit sur décision de justice passée en force de chose jugée

La présente attestation est établie en double exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Fait à PARIS , le 12 Décembre 2007

Le déposant  
("lu et approuvé")  
signature

La BANQUE  
(cachet et signature)

IST6

*lu et approuvé*

**CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL**  
**Succursale PARIS PERNETY**  
**82 rue Raymond Losserand**  
**75014 PARIS**

**Rachid TAMOURET**  
Conseiller Professionnel  
**CIC Paris Pernet**

## Décision collective de nomination du gérant

Les soussignés, Monsieur Mohamed BADICHE demeurant à Paris (75015) 1 avenue Porte de Brancion Hall 6-1.

Monsieur Azzouz SALMI demeurant à Paris (75014) 2 Square Auguste Renoir agissant en qualité d'associés fondateurs de la société **LA TENTATION DES GOURMETS** société à responsabilité limitée, en formation, au capital de six mille euros (6000€) dont le siège social est fixé au 26 rue Edouard Jacques 75014 Paris

**Ont procédé à la nomination du gérant :**

**Monsieur Azzouz SALMI**

né le 27 octobre 1959 à Taza (Maroc) de nationalité marocaine demeurant à Paris (2 Square Auguste Renoir 75014 Paris) est nommé gérant de la société pour une durée de **un an (1 an)**.

Dans ses rapports avec les tiers de bonne foi, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant a tous pouvoirs pour engager la société, à l'exception des actes suivants qui nécessitent une autorisation préalable des associés réunis en Assemblée Générale Ordinaire :

*Exemples :*

- *Engagements financiers ou engagements ayant des conséquences financières supérieures à un montant de*
- *Embauche de personnel cadre, fixation de leur rémunération,*
- *Prise de participation dans d'autres sociétés, etc....*

En rémunération de ses fonctions et des responsabilités en découlant, le gérant recevra une somme mensuelle de **mille trois cent euros net (1300 €)**.

Monsieur Azzouz SALMI déclare accepter ces fonctions et ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance prévue par la loi.

Fait à Paris  
En double exemplaire,  
Le 04 décembre 2007

Mohamed BADICHE

Azzouz SALMI

*Signature du gérant précédée de la mention "bon pour acceptation des fonctions de gérant"*

*"bon pour acceptation des fonctions de gérant"*

